

Nuages obscurs sur les Jeux de Pékin

La situation n'est pas optimale pour la Chine à trois semaines de l'ouverture des JO. Or, le Parti joue gros...

DÉCODAGE

VÉRONIQUE KIESEL

Dans moins de trois semaines s'ouvriront à Pékin les Jeux olympiques d'hiver. Le parti communiste entendait rééditer le succès des JO de 2008, qui avaient permis de montrer la puissance retrouvée de la Chine. Mais le contexte est infiniment plus compliqué.

« L'atmosphère internationale autour de la Chine s'est fort dégradée, ce qui n'était pas le cas en 2008 », analyse Thierry Kellner, maître de conférences à l'ULB. « Elle apparaissait alors encore plus triomphante car moins touchée par la crise des subprimes. Et les Occidentaux avaient l'impression qu'ils avaient vraiment besoin d'elle pour relancer leur économie. Aujourd'hui, on est dans le cadre d'une guerre commerciale avec les USA, il y a des condamnations internationales à propos de la répression au Xinjiang, de la remise au pas de Hong Kong et des menaces autour de Taïwan. »

Sans compter le covid. La Chine affichait fièrement sa victoire sur la pandémie. Mais le variant omicron menace dangereusement sa stratégie zéro covid, appliquée jusqu'ici avec succès. Après Xi'an, dont les 13 millions d'habitants subissent un pénible lockdown depuis le 23 décembre, de premiers cas d'omicron ont été repérés le 9 janvier à Tianjin, qui n'est qu'à 30 minutes de train rapide de Pékin. Le variant s'est aussi répandu à Anyang, et à Zhuhai, près de Macao.

Mais malgré une limitation drastique des déplacements vers la capitale, omicron y a été détecté ce samedi. Or l'arrivée prochaine de milliers d'athlètes, entraîneurs et journalistes du monde entier sera déjà difficile à concilier avec le zéro covid. Aux JO de Tokyo l'été dernier, malgré des mesures draconiennes, 400 infections avaient été enregistrées.

Des robots pour les étrangers

Un protocole très strict a donc été élaboré : les étrangers non vaccinés seront en quarantaine pendant 21 jours et tous les visiteurs fonctionneront en bulles hermétiques, coupées au maximum des Chinois. Le personnel local sera aussi en isolement et des robots se chargeront des tâches de contact : livrer les repas, nettoyer...

Une autre donnée complique l'équation : le Nouvel An tombe le 1^{er} février, trois jours avant l'ouverture des Jeux. Traditionnellement, gares et aéroports sont pris d'assaut par les travailleurs qui

veulent passer cette fête en famille. Mais un nombre croissant de villes et provinces ont demandé à leurs résidents ne pas bouger. Parmi elles, Shanghai et Pékin...

Avec 98 % des vols internationaux supprimés depuis mars 2020, des confinements coûteux, certaines voix en Chine se demandent s'il ne serait pas temps de changer de stratégie. Mais l'efficacité des vaccins chinois serait limitée contre omicron. Et comme le virus n'a pas circulé, aucune immunité naturelle n'a pu être développée. Le gouvernement maintient donc la ligne zéro covid : il est même en train de planifier la construction de centres de quarantaine permanents. Celui de Canton compte 5.000 chambres.

Les autorités chinoises auraient aussi pu décider, comme le Japon, de reporter les Jeux. Hors de question cependant pour Pékin de faire un aveu de faiblesse ou, pire, d'échec.

« Ces Jeux doivent absolument être un succès, car le Parti est en pleine préparation de son XX^e Congrès, prévu à l'automne. Un moment-clé, encore plus important cette année puisqu'il entérinera une rupture : Xi Jinping va y faire avaliser son maintien au pouvoir pour une période indéterminée. Cela ne réjouit pas forcément tout le monde en Chine. Des purges ont d'ailleurs été lancées depuis cet été dans la police politique et le système judiciaire », conclut Thierry Kellner. « Cela montre bien qu'il y a encore des inquiétudes. »



Une jolie mascotte pour les Jeux d'hiver de Pékin. Mais les tensions internationales et le variant omicron mettent les autorités chinoises sur les dents. © REUTERS

droits humains En profiter pour parler des droits des Ouïghours et des Tibétains

V.K.

Les États-Unis et leurs alliés - Royaume-Uni, Canada, Australie - ont donc choisi de boycotter diplomatiquement les JO de Pékin en raison du « génocide et des crimes contre l'humanité en cours au Xinjiang ». Ils ont été rejoints vendredi par le Danemark. Kenneth Roth (Human Rights Watch) appelle d'autres pays à faire de même, « Pékin utilisant les Jeux pour masquer sous le sport sa terrible répression ».

Et si cet événement sportif était au contraire une occasion d'en parler ?

« Depuis les Jeux de 2008, il y a une dégradation générale des droits de l'homme en Chine, dans les zones ouïghoures, tibétaines, mongoles et à Hong Kong », dénonce Vincent Metten (International Campaign for Tibet). « Pourtant, les Jeux d'hiver ont été, en 2015, attribués à la Chine, en contradiction avec la Charte olympique selon laquelle "le but de l'Olympisme est de mettre le sport au service du développement harmo-

nieux de l'humanité en vue de promouvoir une société pacifique, soucieuse de préserver la dignité humaine". »

Mais la puissance chinoise est dissuasive. La Belgique, minimaliste, a fait savoir qu'elle n'enverra pas de représentant, sans lier cette décision aux droits humains. Et si le Parlement européen a appelé en juillet l'UE à boycotter ces JO, il n'y a pas eu de majorité parmi les 27...

Le CIO sévèrement critiqué

Le Comité international olympique (CIO), qui met en avant sa « neutralité », déjà critiqué pour avoir attribué ces Jeux à la Chine, a été épinglé pour sa complaisance envers Pékin dans sa gestion du cas de la joueuse de tennis Peng Shuai, mise sous cloche après avoir accusé un haut dignitaire de harcèlement sexuel.

Le même CIO avait pourtant demandé en 2018 à l'ancien haut-commissaire de l'ONU aux droits de l'Homme Zeid Ra'ad Al-Hussein de diriger un comité consultatif sur les droits humains. « Son rapport, intégrant constat et recommen-

dations, a été publié en mars 2020. Un beau travail de réflexion... sans la moindre incidence, en tout cas de manière visible », regrette Vincent Metten. « Les comités olympiques nationaux devraient aussi informer leurs athlètes sur la situation des droits humains pour qu'ils sachent où ils vont mettre les pieds, éviter qu'ils soient manipulés en posant avec des dirigeants politiques ou des représentants tibétains ou ouïghours, de jolies photos qui donneraient l'impression que tout va bien... »

Les comités des Pays-Bas et du Royaume-Uni ont par exemple conseillé à leurs athlètes de ne pas emmener en Chine ordinateurs et smartphones pour éviter tout espionnage numérique.

« Nous avons envoyé informations et bonnes pratiques au président du comité belge, Jean-Michel Saive, sans réaction. C'est dommage. Si les Diables rouges ont mis genou à terre en soutien au mouvement Black Lives Matter, les athlètes qui voudraient s'exprimer devraient pouvoir le faire... », conclut Metten.